



DIRECTION DE LA LOGISTIQUE ET DES MOYENS GÉNÉRAUX

15 RUE DE VAUGIRARD - 75291 PARIS CEDEX 06

TÉLÉPHONE : +33 (0)1 42 34 29 80

SENAT-DLMG 2025-02

# **MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE**

***ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE  
POUR LE RENOUVELLEMENT  
DU CONTRAT DE GESTION  
DES RESTAURANTS DU SÉNAT***

**D.C.E.**

**CAHIER DES CLAUSES  
PARTICULIÈRES**

AVRIL 2025

# SOMMAIRE

Page

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
2.1. Allotissement .....	4
<b>ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - INTERLOCUTEURS DES DEUX PARTIES .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 - PRESTATIONS ATTENDUES.....</b>	<b>5</b>
6.1. Présentation du contexte (à titre informatif) .....	5
6.2. Description des prestations attendues .....	7
6.3. Réunions .....	8
6.4. Calendrier des prestations .....	8
6.5. Arrêt de l'exécution des prestations.....	9
<b>ARTICLE 7 - DESCRIPTION DES MISSIONS ASSURÉES PAR LA DLMG .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 8 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9 - PRIX DU MARCHÉ .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT - AVANCE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11 - FACTURATION .....</b>	<b>10</b>
11.1. Facturation .....	10
11.2. Délais de paiement et intérêts moratoires .....	11
<b>ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>11</b>
12.1. Absence de conflit d'intérêts .....	11
12.3. Obligation d'information .....	12
12.4. Obligation de neutralité, de discrétion et de confidentialité professionnelles – interdiction de publicité .....	12
12.5. Obligations relatives au personnel du titulaire.....	12
12.6. Obligations administratives .....	13
12.6.1. Obligation d'informer le pouvoir adjudicateur.....	13
12.6.2. Sous-traitance.....	13

<b>ARTICLE 13 - PÉNALITÉS.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 14 - RÉSILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 15 - DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>15</b>
15.1. Usage de la langue française.....	15
15.2. Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire .....	15
15.3. Convention sur la preuve .....	15
<b>ARTICLE 16 - - CONTENTIEUX .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI .....</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXE - DÉMATÉRIALISATION DES FACTURES .....</b>	<b>17</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

Ce marché de prestation intellectuelle porte sur l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le renouvellement du contrat de gestion des restaurants du Sénat.

Ces prestations, décomposées en trois phases, comprennent :

- a) **phase 1** : un audit sur les modalités actuelles de la gestion de la restauration du Sénat, assorti de recommandations en vue de la consultation à venir (calendrier, nature du contrat, stratégie d'allotissement...) et de préconisations concernant les clauses à prévoir dans le futur du contrat (notamment la structuration de l'offre de restauration et les modalités de suivi des obligations du prestataire) ;
- b) **phase 2** : la participation au sourcing, la rédaction des pièces de marché, la constitution du dossier de consultation des entreprises (DCE) et la réponse aux questions éventuelles des candidats au cours de la procédure, ainsi que l'analyse des offres avant et après négociation, ainsi que l'accompagnement durant la phase de négociation, sous le contrôle et en liaison avec la direction de la Logistique et des Moyens généraux ;
- c) **phase 3** : l'accompagnement de la direction de la Logistique et des Moyens généraux du Sénat dans la conduite de la transition entre le contrat qui s'achève et celui qui lui succédera.

## **ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ**

### **2.1. Allotissement**

Ce marché n'est pas alloti.

## **ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché s'exécute, sous réserve de sa notification, **à compter du 4 juin 2025**, et jusqu'à trois mois après la date de l'entrée en vigueur du nouveau contrat d'exploitation des restaurants du Sénat objet de la présente assistance à maîtrise d'ouvrage, prévue à titre prévisionnel le 1<sup>er</sup> août 2026.

## **ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI), les pièces constituant le marché sont, par ordre de priorité juridique décroissante, les suivantes :

- l'acte d'engagement (AE) ;
- la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestation intellectuelle (CCAG-PI) en vertu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (JORF n° 0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021) ;

- les réponses au cadre des réponses techniques (CRT), ainsi que les éventuelles précisions apportées par le titulaire avant l'attribution pour préciser la teneur de son offre ;
- le cas échéant, le mémoire technique et les éléments apportés par le titulaire en complément au CRT.

## **ARTICLE 5 - INTERLOCUTEURS DES DEUX PARTIES**

Pour le Sénat, le service responsable de la gestion du marché est la direction de la Logistique et des Moyens généraux.

Direction de la Logistique et des Moyens généraux  
MM. Frédéric Tapon et Sébastien Miller  
Téléphone : +33 (0)1 42 34 23 88 - +33 (0)1 42 34 31 56  
Courriel : marches-dlmg@senat.fr

Le titulaire mandate un responsable au sein de l'entreprise pour veiller à l'exécution du marché et être **l'interlocuteur permanent de l'administration du Sénat**. Il participe aux réunions mentionnées à l'article 6.3 ou, avec l'accord du Sénat, s'y fait représenter.

## **ARTICLE 6 - PRESTATIONS ATTENDUES**

### **6.1. Présentation du contexte (à titre informatif)**

Les restaurants du Sénat sont gérés dans le cadre d'une concession de service public depuis le 1<sup>er</sup> août 2020. Cette concession, d'une durée de six ans, s'achèvera le 31 juillet 2026. Le titulaire en est la société SRJB (SIRET 311 349 419 00011).

Cette concession couvre les prestations suivantes :

- a) La gestion du restaurant des Sénateurs, situé dans l'enceinte du Palais du Luxembourg, au 15 ter rue de Vaugirard

Ce restaurant sert 40 700 couverts par an en moyenne.

Il est ouvert du lundi au vendredi au déjeuner et au dîner et n'est accessible qu'aux sénateurs, aux collaborateurs parlementaires, aux fonctionnaires et à leurs invités.

Des petits déjeuners sont également proposés (8 400 par an en moyenne).

Le restaurant ouvre également en fonction des impératifs de la séance publique le week-end.

- b) L'organisation de banquets et de réceptions

L'activité représente 51 600 couverts par an en moyenne.

Les banquets et réceptions se tiennent dans deux salons situés au premier étage du restaurant des Sénateurs, qui y sont dédiés. Ils peuvent également être accueillis dans d'autres salles du Palais du Luxembourg, avec l'accord du Sénat.

Les banquets et réceptions ne peuvent se tenir qu'à la condition d'être parrainées par un sénateur.

- c) La gestion du restaurant du personnel, dit « La cantine », située au 1<sup>er</sup> étage du restaurant des Sénateurs

Trois salons du premier étage du restaurant des Sénateurs étaient dédiés à cette activité de restauration du personnel, qui a cessé au moment de la crise sanitaire du Covid et n'a plus repris depuis, le relais étant assuré par le restaurant en libre-service décrit ci-après.

La question de la nouvelle destination de ces espaces, dans le cadre de la prochaine concession, se pose.

- d) La gestion du restaurant en libre-service, situé de l'autre côté de la rue Vaugirard, au numéro 36

Ce restaurant, qui a absorbé l'activité de la cantine lors de sa fermeture, sert 129 100 couverts par an en moyenne.

Il est ouvert du lundi au samedi au déjeuner, ainsi que le soir et le dimanche, lorsqu'il y a séance. Les repas sont servis sur plateaux ou à emporter.

- e) L'exploitation d'un réfrigérateur ou « frigo » connecté, dans une cafétéria située dans le Palais du Luxembourg

L'activité est de 16 250 ventes de produits à emporter par an, en moyenne.

Le frigo est situé dans un espace ouvert 24 heures sur 24 et approvisionné chaque jour, du lundi au vendredi.

- f) La fourniture de denrées

Le concessionnaire fournit une prestation annexe de restauration destinée à la buvettes du Sénat (gérée en régie par le Sénat) et au personnel posté sous la forme de denrées alimentaires de petite restauration, de plateaux-repas et de collations.

\*

Les usagers de ces restaurants sont les 348 sénateurs et environ 2000 fonctionnaires, collaborateurs ou assimilés, ainsi que les invités ou les participants aux banquets et réceptions.

L'actuel concessionnaire employait 55 personnes au 31 juillet 2024 et a réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen, hors période de Covid 19, de 4,75 millions d'euros.

Ce chiffre d'affaires se compose d'une part du prix des repas dont s'acquittent les usagers et, d'autre part, pour tous les usagers internes, d'une subvention versée par le Sénat. Cette subvention s'élève à cinq euros par repas, sauf dans le cas de la vente à emporter, pour laquelle le montant de la subvention est égal au montant du menu dont s'acquitte l'utilisateur.

Le concessionnaire verse au Sénat une redevance avec une part fixe et une part variable assise sur son chiffre d'affaires hors taxes.

Une cuisine centrale dessert le restaurant des sénateurs et les banquets.

Un important projet de rénovation de cette cuisine et de l'ensemble des espaces de restauration du 15 *ter* rue de Vaugirard est actuellement à l'étude. Les travaux éventuels ne devraient en revanche pas commencer avant l'échéance de la future concession.

Le restaurant en libre-service dispose de sa propre cuisine.

Le Sénat met à la disposition du concessionnaire les gros équipements de cuisine, dont la charge d'entretien incombe à ce dernier.

## **6.2. Description des prestations attendues**

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage attendue du titulaire se décompose en trois phases distinctes, ou parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI, correspondant chacune à une prestation.

- a) Première phase : l'audit sur le fonctionnement actuel de la concession et les recommandations sur son évolution

Le prestataire réalisera un état des lieux de la situation actuelle de la restauration au Sénat sous la forme d'un rapport d'audit sur son organisation et sur le fonctionnement du contrat et d'un diagnostic sur les besoins en matière de restauration.

Il analysera en particulier l'équilibre économique du contrat, le niveau de la subvention versée à l'exploitant et la tarification proposée aux usagers, en les comparant avec les pratiques observées dans le secteur de la restauration collective. Il s'attachera à la conformité aux exigences réglementaires applicables à la restauration collective. Il analysera et prendra en compte dans son diagnostic et ses recommandations les résultats d'une enquête de satisfaction en ligne, qui sera organisée par le Sénat auprès des usagers des restaurants.

Le prestataire examinera en outre les évolutions envisageables de l'exploitation des restaurants du Sénat, pour répondre de manière optimale à ses besoins et garantir la conformité réglementaire de l'exploitation. Il s'attachera notamment aux questions juridiques, économiques ou organisationnelles suivantes :

- faut-il maintenir ensemble, au sein du même contrat, les quatre activités de restauration des sénateurs, organisation de banquets, exploitation du self-service et fournitures de plateaux-repas et denrées alimentaires de petite restauration ?
- faut-il, pour ces activités, privilégier le support contractuel de la concession de service public ou celui du marché public ?
- comment assurer la fourniture d'une offre quotidienne de restauration végétarienne de qualité et variée, notamment dans ses apports protéiniques ?
- est-il souhaitable que la totalité de la préparation culinaire s'effectue sur place pour chacune des activités de l'exploitation ou y a-t-il un intérêt à ce que certaines prestations soient effectuées en liaison froide ?
- quelle répartition retenir, entre le Sénat et l'exploitant, pour les dépenses de mise à niveau de l'outil productif et d'entretien des équipements ? Quelles conséquences financières en tirer ?

- b) Deuxième phase : l'assistance à la passation du contrat de la commande publique

Cette prestation couvre :

- la participation au sourçage ;
- la rédaction des pièces de marché et du dossier de consultation des entreprises (DCE) et la réponse aux questions et sollicitations de la DLMG concernant la rédaction de ces pièces et les modifications ou ajouts susceptibles d'y être apportés ;
- l'aide à la réponse aux questions éventuelles des candidats au cours de la procédure ;
- l'analyse des offres avant et après négociation, ainsi que l'accompagnement durant la phase de négociation.

c) Troisième phase : l'assistance au cours de la mise en place de la nouvelle exploitation

Cette prestation couvre l'accompagnement juridique, technique et organisationnel de la DLMG lors de la mise en place de la nouvelle exploitation, afin :

- d'une part, d'assurer la transition éventuelle entre le nouvel attributaire et l'ancien ou, si l'attributaire actuel est reconduit, la conversion de son exploitation aux nouvelles conditions du contrat ;
- d'autre part, d'assister et de conseiller la DLMG dans la mise en place des outils de suivi des engagements contractuels, afin d'assurer leur bonne mise en œuvre.

### **6.3. Réunions**

Le titulaire participe à toutes les réunions nécessaires à l'exécution de sa mission que le Sénat jugera nécessaire d'organiser, notamment celles mentionnées à l'article 7.

### **6.4. Calendrier des prestations**

Le calendrier d'exécution des prestations est le suivant :

- la phase d'audit mentionnée au a) de l'article 6.2 se déroulera à partir du début du présent marché jusqu'à la remise du rapport d'audit au plus tard le lundi 15 septembre 2025 ;
- le DCE du contrat de gestion des restaurants du Sénat sera rédigé au plus tard le lundi 20 octobre 2025 ;
- la date limite de remise des offres sera fixée au plus tard au lundi 16 février 2026, l'analyse des offres et la négociation seront menées à compter de la remise des offres jusqu'au début du mois d'avril 2026, pour une attribution du contrat à la fin du mois d'avril 2026 ;
- le nouveau contrat entrera en vigueur le samedi 1<sup>er</sup> août 2026 ;
- la prestation d'accompagnement à la transition entre le nouveau et l'ancien contrat s'accomplira de son attribution à trois mois après son entrée en vigueur.

Ce calendrier est contractuel. Il pourra toutefois, en application de l'article R. 2152-13 du code de la commande publique, être ajusté par une éventuelle mise au point, qui sera annexée à l'acte d'engagement. Dans cette hypothèse, ce calendrier ajusté deviendra le calendrier contractuel.



### **6.5. Arrêt de l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le Sénat peut décider discrétionnairement, au terme de chacune des deux premières phases de la mission mentionnées à l'article 6.2, ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité pour le titulaire et entraîne la résiliation de plein droit du marché.

## **ARTICLE 7 - DESCRIPTION DES MISSIONS ASSURÉES PAR LA DLMG**

La DLMG supervise l'accomplissement des prestations fournies par le titulaire et encadre la mission, afin notamment de tenir compte des spécificités et des contraintes propres à l'institution sénatoriale.

La DLMG est l'interlocuteur du titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché. Elle peut, le cas échéant, orienter le titulaire vers d'autres directions ou interlocuteurs, tel par exemple le concessionnaire actuel des restaurants du Sénat ou toute autre entité dont la consultation pourrait contribuer au bon déroulement de la mission.

Elle procède au moyen de ses outils informatiques internes à l'enquête de satisfaction en ligne auprès des usagers des restaurants.

Elle fournit au titulaire les éléments statistiques et juridiques ainsi que toutes informations nécessaires pour éclairer son travail d'analyse.

Elle met à sa disposition les informations internes utiles à l'élaboration des pièces de marché.

En revanche, elle gère elle-même directement la procédure de mise en ligne des documents de la consultation et de publicité sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics. Elle procède à la notification aux candidats des décisions du Conseil de Questure.

Elle organise, en tant que de besoin, la tenue de réunions de travail sur les différentes phases de la mission.

Enfin, elle instruit auprès du Conseil de Questure les rapports de lancement et d'attribution du marché objet de la présente maîtrise d'ouvrage et conserve, dans cette perspective, la charge de la rédaction desdits rapports.

## **ARTICLE 8 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les règles relatives à l'utilisation des résultats sont définies conformément à l'article 35 du CCAG-PI.

Toutefois, en application des stipulations de l'article 35.2.1 du CCAG-PI et compte tenu de la confidentialité des résultats et des informations transmises à cette fin au titulaire, celui-ci cède au Sénat, à titre exclusif, sans limitation de territoire, pour toute la durée légale de protection, l'ensemble des droits de toute nature afférents aux prestations du marché, dénommées ci-après les « résultats ». Le prix de cession de ces droits est inclus forfaitairement dans le prix proposé par le titulaire à l'article 6 de l'acte d'engagement.

Compte tenu de l'exclusivité de la cession, le titulaire ne peut ni publier ni exploiter les résultats du marché.

## **ARTICLE 9 - PRIX DU MARCHÉ**

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Il inclut l'ensemble des frais, charges, taxes, fournitures, matériels, frais de déplacement, frais d'hébergement et autres frais de quelque nature que ce soit du titulaire nécessaires à l'exécution des prestations.

Ce prix est détaillé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement ;

Ce prix est libellé en euros.

Il est ferme et non actualisable.

## **ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT - AVANCE**

### 10.1. Modalités de règlement

Le prix de règlement est déterminé dans l'acte d'engagement et détaillé dans la décomposition du prix global et forfaitaire figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Le règlement s'effectue au terme de chacune des trois phases de la mission, après constatation du service fait, sur présentation d'une facture relative à la prestation exécutée.

### 10.2. Avance

Une avance égale à 5 % du montant TTC du bon de commande pourra être versée au titulaire s'il satisfait aux conditions définies aux articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30 % du montant TTC de la prestation.

Elle sera versée par le Sénat dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, sauf si elle a été refusée par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de la prestation.

Son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

## **ARTICLE 11 - FACTURATION**

### 11.1. Facturation

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique sur le portail de réception dématérialisée des factures du Sénat, dans les conditions définies par l'arrêté de Questure n° 2020-403 du 26 mai 2020, annexé au présent cahier des clauses particulières.

Les modalités de dépôt des factures sont présentées à l'adresse suivante : <https://www.senat.fr/facturation.html>

La transmission d'une facture par tout autre moyen que ce portail emporte rejet de la facture.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'État, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, le règlement s'effectue après service fait, sur présentation de factures électroniques comportant, outre les mentions légales requises, les mentions obligatoires suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (dénomination sociale, forme sociale, numéro de SIRET et adresse) et du Sénat, destinataire de la facture ;
- le numéro unique fondé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie sur une ou plusieurs séries ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations exécutées ;
- le prix hors taxes des prestations exécutées ;
- le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de TVA ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités de règlement.

## **11.2. Délais de paiement et intérêts moratoires**

Le paiement est effectué sur présentation de factures sous réserve de leur acceptation dans un délai maximal de trente (30) jours, par virement sur le compte du titulaire. En cas de retard, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement de la Banque centrale européenne (BCE) en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé à courir, augmenté de huit points. En outre, le titulaire percevra l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros prévue aux articles L. 2192-13 et D. 2192-35 du code de la commande publique.

Le comptable public assignataire des paiements est Monsieur le Trésorier du Sénat.

## **ARTICLE 12 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **12.1. Absence de conflit d'intérêts**

Le titulaire s'assure que les personnes qu'il affecte à l'exécution du marché, en particulier pour l'ensemble des prestations correspondant à la deuxième phase de la mission ne sont pas placées dans une situation de conflit d'intérêts avec une des sociétés candidates, au regard, notamment, des responsabilités qu'elles ont pu exercer au sein de ladite société par le passé.

Il en informe aussitôt le Sénat et procède sans délai au remplacement de la personne concernée par une personne, qu'il propose à l'agrément du directeur de la Logistique et des Moyens généraux, ayant une expérience et une qualification professionnelles au moins équivalentes.

Plus généralement, il informe le Sénat de tout lien, passé ou présent, des personnels qu'il affecte au marché avec les sociétés susceptibles de se porter candidates. Le cas échéant, il procède à leur remplacement dans les conditions précisées à l'alinéa précédent.

### **12.2. Permanence du personnel affecté à l'exécution du marché**

Sans préjudice de l'obligation prévue à l'article précédent, le titulaire met à la disposition du Sénat une équipe stable qui assurera la conduite des prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Il s'assure en particulier de la désignation d'un interlocuteur permanent du Sénat pour la conduite de la mission et met tous les moyens en œuvre pour garantir la pérennité de cet interlocuteur tout au long du marché.

En cas de modification, à titre exceptionnel, de la composition de l'équipe dédiée aux prestations, le titulaire devra proposer à l'agrément du Sénat un remplaçant d'expérience et de qualification au moins équivalentes. En cas de refus dûment motivé du Sénat, le titulaire disposera d'un délai de dix jours pour lui proposer un remplaçant, dans les mêmes conditions.

### **12.3. Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### **12.4. Obligation de neutralité, de discrétion et de confidentialité professionnelles – interdiction de publicité**

Le titulaire et son personnel, ainsi que ses éventuels sous-traitants ou le personnel de ces derniers, dont le titulaire se porte fort, sont tenus à une stricte obligation de neutralité, de discrétion et de confidentialité professionnelles. Ils ne peuvent communiquer à des personnes étrangères au marché aucun renseignement, document ou plans concernant les contrats ou les faits et informations dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de son exécution. Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies doit être transmise au Sénat.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité sur les prestations faisant l'objet du marché sans autorisation préalable du Sénat.

La violation par le titulaire de ces obligations de neutralité, de discrétion et de confidentialité professionnelles, qui constituent des obligations substantielles du présent marché, peut entraîner la résiliation du marché à ses torts.

### **12.5. Obligations relatives au personnel du titulaire**

Le titulaire remettra à la direction de la Logistique et des Moyens généraux, au plus tard sept (7) jours avant l'entrée en vigueur du marché, une liste nominative, accompagnée de la copie d'une pièce d'identité et d'une photo d'identité au format JPG, des personnes affectées à son exécution et habilitées à intervenir au Sénat. Toute modification de ces listes devra être immédiatement notifiée, au moins trois jours ouvrés avant sa prise d'effet.

Des badges d'accès nominatifs annuels seront remis au personnel du titulaire habilité à intervenir régulièrement dans les locaux du Sénat. À l'expiration du marché ou en cas de changement d'affectation de leurs titulaires, les badges d'accès devront être restitués. Tout abus ou fraude portant sur ces badges sera considéré comme une faute grave du titulaire pouvant entraîner la résiliation du marché.

Le personnel du titulaire sera tenu de se conformer aux règles d'accès et de sécurité en vigueur au Sénat. Il devra porter en permanence une carte professionnelle délivrée par le titulaire comportant une photographie d'identité et un insigne spécifique de l'entreprise visible sur les vêtements de travail. Il devra également être porteur du badge d'accès délivré par le Sénat.

Le Sénat se réserve le droit d'interdire l'accès à ses locaux à tout employé ou à tout véhicule du titulaire ne figurant pas sur les listes précitées ou à tout employé non porteur de sa carte d'identité professionnelle et de son badge d'accès au Sénat.

Le personnel du titulaire intervenant dans les locaux du Sénat devra observer en circulant une stricte obligation de neutralité et de discrétion et emprunter uniquement les accès et parcours qui lui seront désignés. Il lui est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties du Palais du Luxembourg ou de ses dépendances.

## **12.6. Obligations administratives**

### ***12.6.1. Obligation d'informer le pouvoir adjudicateur***

Le titulaire informe immédiatement le Sénat de toute procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires qui seraient mise en œuvre à son encontre.

De même et afin que soient prises les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution des prestations, le titulaire doit informer le Sénat, dans les meilleurs délais, des modifications affectant son statut (fusion, cession, changement de forme juridique, de raison sociale, etc.). En cas de modification de sa personnalité juridique et conformément à l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, le titulaire doit solliciter l'accord préalable du Sénat sur le transfert à la nouvelle entité des droits et obligations découlant du présent marché. Cette nouvelle entité devra présenter les capacités économiques et professionnelles requises pour assurer la bonne exécution du marché, ce dont le titulaire demeurera en toute hypothèse garant solidaire auprès du Sénat pendant la durée du marché restant à courir jusqu'à son terme.

### ***12.6.2. Sous-traitance***

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution des prestations objet du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants présenté par lui au Sénat et de l'agrément par celui-ci des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Le titulaire qui souhaite avoir recours à la sous-traitance en cours d'exécution du marché présente au Sénat une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) mentionnant :

- le nom ou la raison sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- les coordonnées bancaires du sous-traitant ;

- l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration sur l'honneur, datée et signée par le sous-traitant, attestant qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir à un marché public ;
- une attestation d'assurance pour les risques professionnels ;
- les attestations de régularité fiscale et sociale.

L'acceptation par le Sénat des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial.

### **ARTICLE 13 - PÉNALITÉS**

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 14 du CCAG-PI.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

En cas de défaillance dans l'exécution des prestations telles que prévues dans les pièces du marché et, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI les pénalités pourront être mises en œuvre par le directeur de la Logistique et des Moyens généraux sur simple constat du manquement et sans mise en demeure préalable.

Elles sont présentées dans le tableau ci-après.

<b>Manquements</b>	<b>Pénalités (<i>par manquement ou par jour de retard</i>)</b>
Non-respect de l'obligation de déclarer l'existence d'un conflit d'intérêts	2 500 euros par manquement
Non-respect d'une obligation de neutralité, de discrétion et de confidentialité professionnelles ou d'interdiction de publicité	1 500 euros par manquement
Sous-traitance non déclarée	1 500 euros par manquement
Non production, dans les délais prévus au calendrier mentionné à l'article 6.4, des documents devant être livrés	300 euros par jour de retard
Tout autre manquement à une stipulation du marché	100 euros par manquement

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré du paiement des pénalités de retard si celles-ci sont inférieures à 1 000 euros. Elles sont directement imputées

sur la facture correspondant aux prestations livrées hors délais. Ces pénalités sont reportables, en tant que de besoin, sur les factures suivantes.

Les pénalités ci-dessus ne s'appliquent pas aux faits ou aux retards d'exécution imputables au Sénat.

## **ARTICLE 14 - RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-PI.

Le Sénat se réserve la possibilité de résilier le marché, après mise en demeure adressée au titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en cas de non-respect des obligations prévues au marché ou si le titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations pour quelque raison que ce soit.

Sont notamment susceptibles – outre les motifs de résiliation pour faute énumérés à l'article 39 du CCAG-PI – d'entraîner une résiliation du marché :

- le non-respect des caractéristiques des prestations exécutées ;
- le non-respect constaté et répété des délais d'exécution des prestations demandées ;
- le non-respect constaté et répété des règles de la profession.

En cas de résiliation du marché par le Sénat pour un motif d'intérêt général et par dérogation à l'article 36, deuxième alinéa, et à l'article 40, premier alinéa, du CCAG-PI, aucune indemnité n'est due au titulaire.

## **ARTICLE 15 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **15.1. Usage de la langue française**

Il est précisé au titulaire que la langue parlée lors des interventions sera exclusivement le français. Il devra donc s'assurer de la présence constante d'au moins un responsable pratiquant couramment cette langue et de la capacité de celui-ci à bien diffuser et à faire respecter à tout moment auprès de ses collaborateurs sous-traitants et prestataires les consignes et demandes de la Direction de la Logistique et des Moyens généraux.

De même, toutes les pièces écrites et tous les documents remis par le titulaire devront être rédigés en français, ou accompagnés d'une traduction.

### **15.2. Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire**

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, dans l'hypothèse où le titulaire ne défère pas à une mise en demeure du Sénat de se conformer aux obligations du marché ou en cas d'inexécution de prestations prévues au marché et dont l'exécution ne peut souffrir aucun retard, le Sénat peut faire exécuter le marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **15.3. Convention sur la preuve**

Le Sénat et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

**ARTICLE 16 - - CONTENTIEUX**

Les litiges sont portés devant le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04. Téléphone : 01 44 59 44 00 ; télécopie : 01 44 59 46 46.

**ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI**

<b>Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé</b>	<b>Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations</b>
4.1 - Ordre de priorité des pièces contractuelles	ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché
14 - Pénalités pour retard	ARTICLE 13 - Pénalités
36, deuxième alinéa, et 40, premier alinéa, – Résiliation pour motif d'intérêt général	14 - Résiliation



## **ANNEXE - DÉMATÉRIALISATION DES FACTURES**

28 mai 2020

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 107 sur 137

### Informations parlementaires

**SÉNAT**  
**Session ordinaire de 2019-2020**

**AVIS ADMINISTRATIFS**

NOR : INPS2013164X

#### **ARRÊTÉ N° 2020-403 RELATIF À LA TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DES FACTURES ET AU PORTAIL DE RÉCEPTION DÉMATÉRIALISÉE DES FACTURES DU SÉNAT**

LES QUESTEURS,

Vu les articles 7 et 8 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires ;

Vu les articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique ;

Vu l'article 103 du Règlement du Sénat ;

Vu le Règlement budgétaire et comptable du Sénat ;

Vu l'arrêté n° 2006-274 du Bureau du 19 décembre 2006 ;

Vu l'arrêté de Questure n° 2006-1617 du 19 décembre 2006 ;

Vu le rapport n° 2020-0056 du Directeur Général des Ressources et des Moyens, en date du 20 mai 2020 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Questure,

Arrêtent :

**Article premier.** – Les cocontractants du Sénat et leurs sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique, lorsqu'elles donnent lieu à un mandat de paiement.

Pour l'application au Sénat de la section 1 du chapitre II du titre IX du livre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du code de la commande publique, et par dérogation à l'article L. 2192-5 du même code, la transmission des factures sous forme électronique s'effectue sur le portail de réception dématérialisée mis en place à cet effet par le Sénat ou, pour les marchés de travaux, dans les conditions prévues à l'article 2 du présent arrêté.

**Article 2.** – La transmission des factures sous forme électronique des titulaires de marchés de travaux et de leurs sous-traitants admis au paiement direct s'effectue sur une plateforme dédiée. Les conditions de facturation applicables sont précisées dans le cahier des charges desdits marchés.

**Article 3.** – Lorsque les titulaires de marchés conclus avec le Sénat ou leurs sous-traitants admis au paiement direct sont domiciliés à l'étranger, ils transmettent leurs factures sous forme électronique sur le portail prévu à l'article 1<sup>er</sup> ou la plateforme prévue à l'article 2 si le contrat qui les lie au Sénat le prévoit expressément.

**Article 4.** – Une facture transmise par tout autre moyen que ceux mentionnés aux articles 1<sup>er</sup> ou 2 est rejetée.

**Article 5.** – Le présent arrêté n'est pas applicable aux factures présentées par les personnes mentionnées à l'article 3 lorsqu'elles sont libellées en devises étrangères. Ces factures sont alors transmises par courrier électronique à la direction gestionnaire du Sénat.

**Article 6.** – Le présent arrêté entre en vigueur le 2 juin 2020 et est applicable aux contrats en cours à cette date.

Il sera publié au *Journal officiel*.

Fait en Questure, au Palais du Luxembourg,  
à Paris, le 26 mai 2020.

LES QUESTEURS,

Rémy POINTEREAU

Bernard LALANDE

Vincent CAPO-CANELLAS

Pour ampliation,

Le Secrétaire Général de la Questure

Marianne BAY